

PALESTINE – SOLIDARITÉ

<http://www.palestine-solidarite.org>

Journal du Liban

N° 148 du 23.10 au 03.11.2010

Par C.De Broeder & M.Lemaire

a) Le "Journal de Pakistan" est visible sur les blogs :

<http://journaldeguerre.blogs.dhnet.be/>

<http://journauxdeguerre.blogs.lalibre.be/>

b) sur le site de Eva Resis : no-war.over-blog.com

c) sur le site de Robert Bibeau : <http://www.robertbibeau.ca/palestine.html>

d) Et sur le site Palestine Solidarité : http://www.palestine-solidarite.org/Journaux_libanais.htm

NB : Si vous voulez-me contacter ou obtenir le Journal par mail une seule adresse : fa032881@skynet.be

Avant propos

· Les médias occidentaux pro USA usent d'un terme générique- *Al Qaida*- Taliban - pour désigner tous les résistants idem pour le mot 'terrorisme' employé par les Usa & ces acolytes

Sommaire de la lutte pour la libération du territoire.

Tiré à part :

Le TSL tente de reconstituer la version officielle de l'assassinat de Rafic Hariri.

Le Tribunal spécial a le futur du pays dans ses mains.

Acte d'accusation TSL : nouvel ajournement, le chantage continue.

Washington exerce des pressions pour accélérer l'acte d'accusation.

Paroles & action du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah

Nasrallah appelle les responsables et l'ensemble des Libanais à boycotter les enquêteurs du TSL.

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Politique Libanaise

b) Israélienne

3 Politique internationale

a) Pays Arabes & voisins

4 Institutions internationales

5 Autres Pays

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Djamel Benmerad : Les règles du journalisme

6-2 Général Alain Pelligrini : les USA ont essayé de participer à la guerre de 2006.

6-3 Bush a voulu prolonger la guerre de 2006 pour finir avec le Hezbollah.

6-4 Le Hezbollah a découvert les méthodes israéliennes de jumelage des portables.

7 Les dossiers

7-1 Mireille Delamarre : Guerre du Liban 2006 : Tentative D'Intervention Militaire US/OTAN pour Secourir Israël Qui Espionne La FINUL avec des Complicités dans L'ONU.

TSL.

Le TSL est un « organe conventionnel » sans précédent historique, formé à la suite d'un accord entre l'ONU et le gouvernement libanais (et non pas le Liban en temps qu'Etat).

Kofi Annan

Tiré à part :

Le TSL tente de reconstituer la version officielle de l'assassinat de Rafic Hariri.

Le 19 octobre 2010, le Tribunal spécial pour le Liban (TSL) a tenté de reconstituer l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, cinq ans après les faits.

Contrairement à ce que son nom pourrait laisser croire, le TSL n'est pas une instance judiciaire et n'a rien à voir avec les différents tribunaux des Nations Unies.

Ainsi que l'a souligné en son temps le secrétaire général de l'ONU, Kofi Annan, le TSL est un « organe conventionnel » sans précédent historique, formé à la suite d'un accord entre l'ONU et le gouvernement libanais (et non pas le Liban en temps qu'Etat).

Compte tenu des moyens déployés, le TSL a procédé à la reconstitution sur un vaste champ de tir.

Le TSL voulait démontrer que, contrairement à l'avis quasi-unanime des experts en explosifs, une camionnette bourrée d'explosifs peut causer les dégâts matériels observés à Beyrouth. Pour ce faire, le TSL a fait reconstruire à l'identique la scène du crime sur la base militaire française de Captieux (Gironde) et y a placé des véhicules identiques. L'équivalent de 2,5 tonnes de TNT ont été utilisés pour vérifier si l'effet de confinement de l'explosion par les immeubles peut creuser un cratère dans le sol et projeter des voitures en l'air.

La presse ayant été tenue à l'écart de la reconstitution et aucun communiqué n'ayant été diffusé, on ignore les conclusions de l'expérience.

Selon la version du procureur, l'attentat aurait été perpétré au moyen d'une camionnette contenant au moins 1,8 tonnes d'équivalent TNT qu'un kamikaze aurait fait exploser en croisant la voiture blindée de Rafic Hariri. Cependant, on ne peut expliquer à ce jour comment une explosion en surface dans un lieu ouvert aurait pu creuser une vaste et profond cratère dans le sol.

<http://www.voltairenet.org/article167354.html>

Le Tribunal spécial a le futur du pays dans ses mains.

La publication de l'acte d'accusation pour le meurtre de l'ex-premier ministre libanais Rafic Hariri pourrait entraîner une catastrophe pour le Liban, a déclaré mardi le président syrien Bachar el-Assad dans une interview donnée au journal saoudien Al-Hayat.

"Cette démarche peut conduire à la destruction du pays", a annoncé le chef de l'Etat syrien. Selon lui, il s'agit d'"un crime national, commis dans un pays divisé au plan confessionnel". Dans ce contexte, la publication de l'acte d'accusation est susceptible de "plonger le Liban dans le chaos, ce qui deviendrait une catastrophe pour nous tous".

Les informations selon lesquelles le Tribunal spécial pour le Liban est sur le point de rendre public l'acte d'accusation visant l'assassinat de Rafic Hariri ont provoqué une montée des tensions politiques au Liban. On estime qu'une accusation portée contre les membres du mouvement chiite du Hezbollah pourrait déclencher des heurts entre chiites et sunnites, dont Rafic Hariri était leader.

Le président syrien a également nié l'existence d'un conflit entre lui et le premier ministre libanais actuel Saad Hariri, fils de l'ancien chef du gouvernement, estimant que ce dernier était "le seul capable de dépasser la situation actuelle au Liban".

27/10/2010

<http://fr.rian.ru/world/20101026/187715609.html>

Acte d'accusation TSL : nouvel ajournement, le chantage continue.

Un énième ajournement de l'acte d'accusation du Tribunal spécial est sur le point d'être décidé.

Selon le quotidien libanais AsSafir, le procureur général du Tribunal spécial pour le Liban Daniel Bellemare compte le reporter pour le premier trimestre de l'an prochain.

C'est le quatrième ajournement de l'acte, depuis le changement de cap opéré, après la libération des quatre hauts officiers libanais.

La première date de promulgation était fixée au mois de mai. Elle fut reporté au mois de septembre dernier, puis au mois de décembre prochain. Pourtant c'était le juge du Tribunal Antonio Cassese qui avait déclaré son annonce durant la saison de l'automne.

Et comme toujours, les responsables du TSL ne donnent aucune explication, laissant le champ libre aux analyses de presse. Sans jamais rien démentir, ni rien confirmer.

L'une d'entre elles fait allusion à une crainte des parties concernées au TSL d'une détérioration de la situation sécuritaire au Liban, au cas où des membres du Hezbollah sont accusés.

Elle opère un lien avec le mouvement sans répit des délégations diplomatiques occidentales qui se sont alternés au chevet du Hezbollah : avec une seule question : s'enquérir de sa réaction s'il est accusé !!

Confirmant indirectement une thèse non officielle, véhiculée la première fois par l'allemand Deir Spiegel, relayé par un journal koweïtien s'entretenant avec le faux témoin le plus incroyable Mohammad Zouheir Siddiq, puis reprise par le chef d'état major israélien en personne, Gabi Ashkénazi : celle de l'implication d'éléments du Hezbollah...

Sachant que le Liban a vécu un phénomène similaire de harcèlements médiatiques frénétiques lorsque la Syrie et les quatre hauts officiers sécuritaires libanais étaient sur le banc des accusés, au rythme de la publication des rapports de l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri et de spéculations sur la date de l'acte d'accusation entre 2007 et 2009, A titre d'exemple, en décembre 2008, un chroniqueur du quotidien libanais AnNahar, avait même évoqué l'éventualité de reporter sa parution pour après les élections législatives (tenues en juin 2009) par crainte « d'un séisme politique » en cas d'inculpation de candidats aux législatives !! (Etrangement, le même terme revient souvent ces derniers temps, amis sur le Hezbollah).

Or en mai de cette même année, la seule décision émise par le TSL fut celle de désinculper les quatre officiers libanais, (et la Syrie par extrapolation). Faute de preuves !!

Dès lors, vu les similitudes démontrées ci-dessus, il faut croire que le TSL n'a rien qui puisse accuser le Hezbollah.

Raison pour laquelle, à l'instar des rapports de l'enquête internationale, il s'agirait semble-t-il de la faire chanter, via la date l'acte d'accusation !!

20/10/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Washington exerce des pressions pour accélérer l'acte d'accusation.

Selon des sources diplomatiques européennes citées par le quotidien libanais al-Akhbar, les Etats-Unis exercent de très fortes pressions sur le procureur international Daniel Bellemare pour publier l'acte d'accusation avant son délai .

Ces sources ont rapporté que le Secrétaire d'État adjoint aux affaires proche-orientales, Jeffrey Feltman, qui a effectué une tournée en Egypte, en Arabie saoudite, au Liban et en France a affirmé aux responsables français que « l'acte d'accusation doit être rendu avant même la date d'échéance, parce que le roi d'Arabie saoudite et Saad Hariri, peuvent s'affaiblir et conclure un accord avec les Syriens et les Iraniens. Et l'Arabie saoudite ne doit pas lier le dossier irakien avec le dossier libanais ».

Feltman a ajouté que «le Roi de l'Arabie saoudite n'est pas qualifié pour gérer ce dossier», soulignant « son soutien à accélérer la publication de l'acte d'accusation prématurément pour protéger notre équipe dans la région et bloquer la voie à toutes sortes de pressions sur Hariri», selon ses termes.

Par ailleurs, dans une interview accordée au quotidien an-Nahar, Feltman, a refusé toute adversité ou opposition au TSL sur la base que l'attachement à la justice menace la stabilité et offre par conséquent "un prétexte" à utiliser la violence et les armes contre le TSL et contre l'acte d'accusation dont la publication est pour très bientôt ! Il a mis en garde le régime du président Bachar al-Assad « des actions de ses alliés et de leurs pratiques qui doivent être cohérentes et compatibles avec ce régime qui a assuré son engagement pour la sécurité et la stabilité sur la scène libanaise « parce que ce qui compte ce sont les actes et non seulement les paroles" !

29/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=160134&language=fr>

Paroles & action du secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah

Nasrallah appelle les responsables et l'ensemble des Libanais à boycotter les enquêteurs du TSL.

« J'appelle les responsables politiques à boycotter les enquêteurs (internationaux) et à cesser toute coopération avec eux car toute information acquise par ces derniers parvient automatiquement à Israël.

C'est ce qu'a affirmé hier le secrétaire général du Hezbollah, Hassan Nasrallah, qui n'a pas attendu pour réagir à l'agression perpétrée mercredi dernier par un groupe de femmes contre deux enquêteurs du Tribunal spécial pour le Liban qui étaient en mission dans un cabinet médical à Ouzai, dans la banlieue sud, qui, de l'aveu même du dignitaire chiite, « accueille les femmes de plusieurs responsables et membres du parti ».

Hassan Nasrallah a également invité les Libanais en général, et les responsables en particulier, à « revenir à leur conscience ainsi qu'à leur sens de l'honneur, et à ne pas accepter cet état de fait qui permet aux enquêteurs de violer notre sécurité sous le couvert de l'enquête ».

« Toute coopération supplémentaire avec le tribunal équivaldrait à une attaque contre la résistance », a dit Hassan Nasrallah

Le message du numéro un du parti chiite est on ne peut plus clair : les enquêteurs relevant du bureau du procureur du TSL ont « dépassé la ligne rouge en portant atteinte à l'honneur de nos femmes », et le parti ne saurait plus « tolérer désormais un tel comportement, sachant qu'il s'était gardé d'intervenir auparavant dans le travail des investigateurs ». « Nous avons atteint un point très dangereux, notre honneur a été violé », a-t-il insisté.

Nasrallah a passé en revue la série de « violations » commises, selon lui, dans le cadre de la collecte d'informations pour l'enquête sur l'assassinat de Rafic Hariri, citant au passage les dossiers des universitaires remis aux enquêteurs, les données relatives aux communications, les empreintes de 893 personnes réclamées à la Sûreté générale, les bases de données ADN, le système d'information géographique (GIS), la liste des abonnés de l'EDL, bref, « autant d'informations qui aboutissent inéluctablement aux mains des Israéliens », a-t-il répété.

« Jusque-là, nous avons gardé le silence pour ne pas que l'on nous reproche d'entraver le travail de l'investigation. » « Mais à partir d'aujourd'hui, nous ne pouvons plus nous taire, quel que soit le motif », a ajouté le numéro un du parti chiite qui s'est demandé à plusieurs reprises en quoi des dossiers « médicaux concernant nos filles et nos femmes » peuvent intéresser les enquêteurs. Et de souligner que de toute manière, « l'enquête est déjà terminée, et cela depuis bien longtemps ».

« L'acte d'accusation est déjà écrit depuis 2006. C'est le même qui a été évoqué par le Der Spiegel, Le Monde ou Le Figaro », a-t-il dit, rappelant que lui-même avait été mis au courant de la teneur de l'acte d'accusation en 2008. Il a relevé au passage qu'il vient d'apprendre d'ailleurs que « des pressions sont actuellement exercées sur le procureur du TSL, Daniel Bellemare, pour hâter la publication de l'acte d'accusation, avant la date prévue, en décembre ».

Évoquant les réactions suscitées à la suite de l'incident du cabinet médical - « même le département d'État a eu son mot à dire en stigmatisant l'affaire » - le secrétaire général du Hezb n'a pas ménagé au passage le procureur libanais, le juge Saïd Mirza, qui « n'a pas perdu une minute pour réagir, alors qu'il s'est tu pendant des années sur la question des faux-témoins ». Par ailleurs, Hassan Nasrallah a dénoncé les tentatives américaines de saboter les efforts syro-saoudiens déployés en vue de la stabilité dans la région, en allusion aux propos tenus récemment par la secrétaire d'État US et son adjoint pour le Proche-Orient, Hillary Clinton et Jeffrey Feltman.

29/10

[http://www.lorientlejour.com/numero/4332/article/676608/Nasrallah appelle les responsables et l'ensemble des Libanais a boycotter les enqueteurs du TSL.html](http://www.lorientlejour.com/numero/4332/article/676608/Nasrallah_appelle_les_responsables_et_l_ensemble_des_Libanais_a_boycotter_les_enqueteurs_du_TSL.html)

1 Lutte pour la libération du territoire

2 Politique

a) Libanaise

Michel Sleimane, Saad Hariri & Nasrallah

Saad Hariri plaide en faveur d'un renforcement des liens économiques entre les divers pays du Moyen-Orient ainsi qu'entre ces pays et la Turquie.

À l'occasion de l'ouverture de la conférence annuelle de l'Union des banques arabes, qui s'est tenue hier à Beyrouth, le Premier ministre, Saad Hariri, a plaidé en faveur d'un renforcement des liens économiques entre les divers pays du Moyen-Orient ainsi qu'entre ces pays et la Turquie.

Cette conférence bancaire « reflète une vision économique arabe intégrée qui porte, entre autres, sur la mise en place d'un bloc bancaire régional servant les États arabes et les pays voisins dont les objectifs économiques et bancaires complètent les nôtres », a souligné le Premier ministre.

En ce qui concerne la Turquie, à l'honneur cette semaine, M. Hariri a réitéré la volonté du Liban de se rapprocher de ce pays, acteur régional d'envergure et poids lourd économique. « La Turquie est devenue aujourd'hui une puissance régionale avec une présence mondiale dans divers domaines.

Aujourd'hui, nous aspirons à accroître les réseaux de coopération bilatérale dans les différents domaines économiques, de développement et d'investissement », a souligné le Premier ministre, ajoutant que le pays du Cèdre souhaite « développer des partenariats entre les secteurs privés libanais et turc, et d'augmenter le volume des échanges commerciaux entre les deux pays ».

M. Hariri a exprimé en outre son souhait de voir l'accord quadripartite de libre-échange (Turquie, Syrie, Liban, Jordanie) englober, à terme, d'autres pays de la région.

Abondant dans le même sens, le Premier ministre turc, Recep Tayyip Erdogan, a notamment évoqué à cet égard la stabilité de son pays face aux turbulences internationales.

Rappelons qu'un accord de libre-échange a officiellement été signé mercredi entre le Liban et la Turquie. Celui-ci découle de l'accord-cadre quadripartite signé à Istanbul en juin dernier entre le Liban, la Turquie, la Syrie et la Jordanie. Il vise notamment à créer une zone de libre circulation des personnes, des biens et services ainsi que des capitaux dans un délai maximal de 10 ans après son entrée en vigueur.

La Turquie «se ne taira pas» si Israël attaque de nouveau le Liban ou la bande de Gaza, a affirmé jeudi son premier ministre Recep Tayyip Erdogan en visite à Beyrouth.

«Veut-il utiliser les armes les plus modernes et les bombes au phosphore et à sous-munitions et entrer à Gaza pour y tuer les enfants et puis nous demander de nous taire?»,a demandé M. Erdogan dans un discours prononcé à l'occasion de la réunion annuelle de l'Union des banques arabes, en présence du premier ministre libanais Saad Hariri.

«Nous ne nous tairons pas et nous soutiendrons de tous nos moyens la justice», a-t-il indiqué.

Le volume total des échanges entre la Turquie et le Liban a totalisé l'an dernier près de 800 millions de dollars. Ces échanges sont aujourd'hui en constante augmentation, les exportations turques vers le Liban ayant atteint 576 millions de dollars au cours des dix premiers mois de 2010.

Vendredi 26 Novembre 2010

<http://www2.irna.ir>

Mohammad Yazbeck : "Poursuivre les faux-témoins seule issue à épargner la division".

Le président de la commission de la jurisprudence au Hezbollah cheikh Mohammad Yazbeck a assuré que « la discorde recherchée par certains vise à compenser le grand échec de l'ennemi israélien en 2006, et ces derniers travaillent jour et nuit pour semer la division ». Selon lui, l'ennemi israélien mise sur la réalisation de cette division dès la publication de l'acte d'accusation.

Selon lui, « la seule voie correcte qui coupe la route devant la division est la poursuite des faux-témoins qui ont fourvoyé l'enquête, considérant que certains orientent les choses selon les souhaits des Etats-Unis et d'Israël. Lorsque nous mettons la main sur les faux-témoins, la vérité se dévoilera et les Libanais seront unis ».

Le ministre de l'agriculture Hussein Hajj Hassan s'est de son côté interrogé sur les faux-témoins, leurs commanditaires, et sur ceux qui continuent à les protéger. Ces personnes assument la responsabilité. Nous ne parlons pas d'une partie de Libanais, mais de ceux qui ont fabriqué les faux-témoins, et nous appelons à dévoiler la réalité ».

« Les autres politisent l'enquête, nous ne sommes pas les responsables. Qui peut garantir la non politisation du TSL dans l'avenir ? Les Etats-Unis sont-ils vraiment soucieux de la justice et de la vérité ? Ils ne sont soucieux que des intérêts d'Israël dans la région.

25/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=159441&language=fr>

2a-3 Sur le terrain

Aoun : Le Hezbollah est un mouvement de résistance et non terroriste.

Comme lors de sa rencontre avec l'Association de la presse diplomatique, le chef du courant patriotique libre (CPL) le général Michel Aoun a longuement défendu le Hezbollah, et ce lors d'une rencontre avec les membres de la communauté libanaise vivant en France.

« Le Hezbollah est un mouvement de résistance, qui a lutté et combattu sur sa terre pour la libérer de l'occupation, et il n'a jamais été un mouvement terroriste, c'est pour cela que tous ceux qui complotent contre lui sont lésés » a-t-il scandé, au Palais des Congrès, où il fut ovationné par le parterre de Libanais qui n'ont cessé de lui applaudir.

Selon lui, « l'armement du Hezbollah est une riposte à l'occupation, car la Charte des Nations Unies a été incapable de mettre en application la résolution 425, qui reconnaît le droit du peuple libanais à libérer ses territoires occupés, par tous les moyens disponibles ».

Evoquant l'affaire des faux témoins, qui ont fourvoyé l'enquête sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, Aoun a déploré que « ni le tribunal international ni les tribunaux libanais ne peuvent la traiter », mettant en garde contre l'abandon de cette piste, et estimant que c'est seulement en l'élucidant que la vérité sur l'assassinat sera révélée au grand jour : « car nous considérons qu'en poursuivant le parcours des faux témoins et de ceux qui les ont fabriqués, nous parviendrons à ceux qui ont commandité l'assassinat et l'ont exécuté », a-t-il signifié. Et d'ajouter que le TSL n'aura aucune crédibilité s'il ne juge pas les faux témoins.

Commentant le refus des forces du 14 mars de saisir le conseil juridique libanais pour cette affaire, Aoun l'a expliqué par l'implication de certaines parties au pouvoir et dans la justice libanaise dans l'assassinat de Hariri.

Par ailleurs, et lors d'un entretien avec le quotidien français Le Figaro, le chef du CPL a affirmé que les Libanais ne peuvent accepter moins « des preuves en béton » de la part du TSL. Se défendant de vouloir couler l'instance internationale, il a toutefois exigé « une vraie justice, pas une justice sélective, o bien pleine d'ambiguïtés ».

« La justice peut très bien servir à éliminer politiquement un adversaire », a-t-il ajouté. 19/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

2a-4 Des Canons ... pas du beurre

Raad met en garde contre des tentatives de poignarder la résistance dans le dos.

Le chef du bloc parlementaire du Hezbollah Mohammad Raad a mis en garde contre toute tentative de trahir la résistance et de la « poignarder dans le dos », assurant que la riposte sera « plus douloureuse ».

« Nous n'accepterons nullement que quelconque, quelque soit son rang, entache la pureté de cette résistance par des accusations fabriquées, ou de tenter de la poignarder dans le dos. Nous ne plaisantons pas, qu'ils cessent ces balivernes, car c'est une atteinte à des personnes qui sont les plus purs et les plus honorables », a-t-il scandé, lors d'une cérémonie organisée dans le musée de la résistance à Mlita, au Sud du Liban. Concernant les efforts syro-saoudiens pour trouver une issue à la crise du TSL, Raad a précisé que le Hezbollah ne peut qu'accepter « un compromis qui veuille préserver la résistance et récuser les tentatives de l'accuser ».

Raad a ajouté : « Si notre péché a été d'avoir affronté l'occupation, d'avoir résisté et vaincu, les autres devraient nous accorder des médailles d'honneur, de dignité, de nationalisme et d'indépendance ». Regrettant que certains veuillent se rallier au projet de l'ennemi, pour en venir à blâmer la résistance, « alors que nous avons préservé la souveraineté et

l'indépendance » de notre pays.

Et d'ajouter : « nos choix sont ouverts, et nous permettent de réaliser ce à quoi nous aspirons, pour préserver la résistance, et épargner au pays une confrontation sunnite chiïte, ou un conflit entre la résistance et d'autres comme certains aimeraient voir ».

« Notre choix sera clair et tranché si les autres commettent des erreurs dans leurs estimations, nous espérons qu'ils ne tomberont pas dans cette grosse faute », a-t-il prévenu.

15/11/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=162281&language=fr>

2a-5 Sur le terrain

Joumblatt : Le TSL est sans valeur s'il mène à la discorde

Avant son départ pour Damas, le chef du Parti socialiste progressiste Walid Joumblatt a déclaré, dimanche, à l'occasion d'un meeting, dans la localité de A'nout (Mont Liban), qu'« une justice devrait inéluctablement être conditionnée par la stabilité », soulignant que justice et stabilité sont indissociables.

Évoquant la question du TSL, le leader druze a indiqué que « nous vivons actuellement avec une épée qui est brandie au-dessus de nos têtes. Elle s'appelle le TSL et l'acte d'accusation. »

« Nous ne pouvons accepter une justice qui ne mène pas à la stabilité, ni une stabilité sans justice. C'est mon slogan, celui dont j'ai fait part à au secrétaire d'État adjoint US Jeffrey Feltman lors de sa visite au Liban », a poursuivi le leader druze.

Soulignant que son entretien avec le responsable américain était « amical », M. Joumblatt a indiqué avoir relevé devant lui « les points de divergences ».

« Je lui ai demandé pourquoi ne pas envisager d'autres éventualités ? Il a, bien entendu, refusé », a indiqué le chef du PSP avant d'ajouter : « Je lui ai d'ailleurs rappelé que nous avons œuvré ensemble à la mise en place de ce tribunal, en vue de faire justice aux martyrs (...).

Cependant, nous ne voulons pas que ce tribunal soit à l'origine d'une « fitna », ou de la destruction du Liban. Le tribunal n'a plus aucune valeur s'il devait mener à la discorde », a-t-il insisté .

« Bien entendu, a poursuivi M. Joumblatt, nous avons exprimé, toujours amicalement, nos divergences, sur ce point précis ainsi que sur d'autres sujets. Je le lui ai dit, et je le répète, qu'il y a probablement d'autres éventualités, alors pourquoi ne pas les prendre en compte »?

Évoquant les informations de presse selon lesquelles l'acte d'accusation serait reporté au mois de mars prochain, M. Joumblatt a commenté en soulignant que « cela signifie que nous n'avons fait que reporter le problème.

Nous ne pouvons pas attendre mars prochain pour reprendre la discussion », a-t-il insisté, en appelant à un règlement calme et pacifique du problème, sachant notamment que c'est précisément ce sur quoi planchent en ce moment la Syrie et l'Arabie saoudite, a-t-il fait remarquer.

« Toutefois, a ajouté M. Joumblatt, nous devons tout d'abord traiter ce problème sur le terrain », entendre au plan interne .

Au sujet des « faux témoins », le leader druze a rappelé les propos du Premier ministre syrien Otri à ce sujet, notamment lorsqu'il avait affirmé dans son entretien au Sharq el-Awsat que ce dossier a distillé la haine entre les Libanais et les Syriens, ainsi qu'entre Beyrouth et Damas .

« Voyons donc si oui ou non il y a des faux témoins. » « Personnellement, a poursuivi M. Joumblatt, que ce soit du ressort de la Cour de justice, d'un tribunal spécial ou d'un autre, j'estime que cela n'a pas d'importance.

C'est une question politique par excellence, qui doit être réglée dans le calme. »

Et d'ajouter : « J'aurais souhaité que l'échéance de mercredi prochain ne soit pas conclue par un vote, car s'il a lieu, il ne résoudra pas le problème, mais nous entraînera plutôt vers une crise qui risque d'aboutir à une crise ministérielle », a-t-il dit, en soulignant deux fois le mot « risque ».

25/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=159419&language=fr>

Joumblatt : les enquêteurs internationaux se sont comportés de façon immorale.

Le chef du PSP, Walid Joumblatt, a dénoncé le « comportement immoral des enquêteurs internationaux et leur atteinte à la dignité » dans l'incident qui a eu lieu dans une clinique privée d'une gynécologue.

« Je comprends les objections d'ordres politique, sécuritaire et moral exprimées par Hassan Nasrallah au

sujet de l'incursion des enquêteurs internationaux dans un cabinet médical dans la banlieue sud, a déclaré M. Joublatt. La question qui se pose est de savoir si ce comportement des commissions d'enquête sert la justice et la stabilité, ou le contraire. La question est de savoir si un tel comportement n'intervient pas à un moment où l'on assiste à des tentatives de saboter le rapprochement syro-saoudien qui constitue une protection arabe. »

Joublatt a précisé que « s'il est vrai que tous les documents (personnels) des Libanais ont été livrés aux renseignements occidentaux, et donc à Israël, et il semble que cela soit vrai, une telle mesure aurait alors parachevé le contrôle politique et sécuritaire absolu exercé par Israël et l'Occident sur les générations libanaises montantes ».

M. Joublatt a, par ailleurs, dénoncé la dernière déclaration de la représentante permanente des États-Unis à l'ONU, Susan Rice, déplorant le fait qu'elle ait « occulté totalement les agissements israéliens et les violations répétées (par Israël) de la souveraineté nationale ». « Elle a oublié (l'ambassadrice US) que la politique visant à isoler la Syrie, pratiquée par l'administration précédente, a montré que ce n'est pas de cette manière que l'on assure la stabilité au Moyen-Orient, a relevé le leader du PSP. Il serait par conséquent préférable de dialoguer avec la Syrie plutôt que de la boycotter. »

31/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=160280&language=fr>

Amine Gemayel : craintes du Hezbollah d'être impliqué dans l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri.

L'ex-président libanais et chef du parti chrétien des Phalanges Amine Gemayel a jugé mardi que l'hostilité du Hezbollah au tribunal spécial de l'ONU sur le Liban (TSL) était liée à la crainte d'être impliqué dans l'assassinat de l'ex-Premier ministre Rafic Hariri.

"Le Hezbollah craint que certains de ses membres soient impliqués dans l'assassinat de Rafic Hariri, c'est la raison de son attitude hostile à l'égard du tribunal spécial de l'ONU sur le Liban", a-t-il déclaré en marge d'un symposium international à Tunis.

Le chef de Hezbollah Hassan Nasrallah avait exhorté jeudi dernier les Libanais à boycotter le TSL chargé d'enquêter sur l'assassinat du Rafic Hariri en 2005.

Son appel intervient à la suite d'un incident impliquant des enquêteurs de TSL, qui se sont vu empêcher l'accès à des dossiers dans une clinique gynécologique de la banlieue sud de Beyrouth, bastion de Hezbollah, après une altercation avec des femmes.

"Les enquêteurs ne cherchaient qu'à vérifier certains numéros liés à des proches du Hezbollah mais ne s'intéressaient nullement aux dossiers médicaux", a affirmé M. Gemayel.

M. Nasrallah a dit considérer toute coopération avec le TSL comme "une attaque contre la résistance" (Hezbollah), car selon lui, "toutes les données collectées par ces enquêteurs parviennent à des services de sécurité étrangers et à Israël".

M. Gemayel a par ailleurs affirmé son opposition à l'existence de milices armées en dehors du contrôle du gouvernement.

"Cela touche la souveraineté du pays et entrave le dialogue et la stabilité du pays", a-t-il poursuivi, en référence aux armes du Hezbollah.

M. Gemayel représentait son parti parmi une cinquantaine d'autres partis invités à symposium organisé par le Rassemblement constitutionnel démocratique (au pouvoir) à l'occasion du 23^e anniversaire de l'arrivée au pouvoir du président Zine El Abidine Ben Ali.

AFP 02/11

<http://www.lefigaro.fr/flash-actu/2010/11/02/97001-20101102FILWWW00590-assassinat-hariri-craintes-du-hezbollah.php>

Reconstitution de l'assassinat de Rafic Hariri a eu lieu mardi en France.

Une reconstitution de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, tué à Beyrouth en février 2005, a été organisée mardi au camp militaire de Captieux (sud-ouest de la France), a-t-on appris auprès du Tribunal spécial pour le Liban (TSL).

"Il a consisté à reproduire une explosion afin de procéder à des vérifications en matière de police technique et scientifique. Il ne s'apparente ni dans ses modalités ni dans son objet à une reconstitution de crime", a ajouté le TSL dans un communiqué depuis La Haye.

"Un collège international composé d'experts missionnés par le Bureau du Procureur était présent lors de l'essai et procèdera à l'analyse des résultats obtenus.

Ces résultats font partie de l'enquête et, à ce titre, demeureront confidentiel", selon le TSL.

L'annonce de la reconstitution avait été faite peu auparavant par le maire de la commune de Captieux, près d'un camp militaire utilisé comme champ d'exercice de tir par l'armée française.

20/10/2010

b) Israélienne

Olmert - Netanyahu

Netanyahu demande aux Russes de reconsidérer la vente d'armes au Liban

Le Premier ministre israélien, Benjamin Netanyahu a demandé au vice-premier ministre russe, Viktor Zoubkov, qu'il rencontrait mercredi à Jérusalem occupée, de reconsidérer la vente d'armes au Liban.

Selon Netanyahu, « la Russie doit prendre en compte le fait que toute arme qui sera livrée au Liban risque de parvenir plus tard au Hezbollah ».

Moscou entendait vendre à l'armée libanaise des avions de combat, des chars ainsi que d'autres systèmes d'armement.

19/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

2b-1 Processus de paix.

Israël approuve le retrait d'un village libanais frontalier.

Le cabinet de sécurité israélien, formation restreinte du gouvernement, a adopté mercredi "le principe" du retrait des forces de l'Etat hébreu du secteur nord de Ghajar, localité à cheval sur la frontière entre Israël et le Liban. Lire la suite l'article

Ce retrait, qui devrait intervenir dans les prochaines semaines, pourrait mettre un terme à une querelle entre les deux pays qui dure depuis que l'Etat hébreu a réoccupé le nord de Ghajar, pendant la guerre de l'été 2006 contre le Hezbollah.

Selon le communiqué des services du Premier ministre israélien Benyamin Nétanyahou, le cabinet de sécurité, le projet en avait été présenté au début du mois au secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon, et prévoit que la sécurité à Ghajar soit assurée par la Force intérimaire des Nations unies au Liban (FINUL).

Ghajar, localité de 2.200 habitants, se trouve dans un secteur stratégique de querelle frontalière entre la Syrie, Israël et le Liban.

Les habitants de Ghajar, dont plus de 1.500 vivent dans le secteur nord, sont des Alaouites, membres de cette branche minoritaire du chiisme qui est au pouvoir à Damas. La majorité d'entre eux veulent que le village reste unifié, et, compliquant encore plus la situation, ils ont quasiment tous pris la citoyenneté israélienne.

Ghajar avait été pris par Israël à la Syrie pendant la guerre des Six-Jours en 1967, lors de l'occupation du plateau du Golan.

Après le retrait unilatéral israélien du Sud-Liban en 2000, les enquêteurs de l'ONU chargés de déterminer le tracé de la frontière israélo-libanaise ont coupé Ghajar en deux, entre le Liban et le Golan contrôlé par l'Etat hébreu. Mais Israël a repris le secteur nord en 2006, avant d'accepter de s'en retirer, mais pas avant un accord empêchant le Hezbollah de s'y installer.

Najib Khatib, porte-parole des villageois, a accusé le gouvernement israélien d'ignorer la volonté des habitants. "Aucune autorité gouvernementale ne nous a parlé. Ils jouent avec nos nerfs", a-t-il déclaré sur les ondes de la radio de l'armée israélienne. "L'incertitude nous tue. Cela fait dix ans que nous vivons cela. Nous nous battons pour que le village ne soit pas divisé. Il n'a jamais fait partie du Liban, et les Libanais le savent".

Selon les services du Premier ministre, "la vie normale des habitants de Ghajar (...) se poursuivra le temps que les nouveaux arrangements soient mis en place". Le communiqué n'en dit pas plus.

18/11

AP

2b-2 Des Canons ... pas du beurre.

Lieberman avoue : « Israël » a coopéré avec la commission d'enquête du TSL.

Le ministre israélien des Affaires Etrangères, Avigdor Lieberman a confirmé les informations révélées, il y a deux jours, par le quotidien israélien, Haaretz, sur la coopération des renseignements israéliens avec la commission d'enquête internationale sur l'assassinat de l'ancien Premier ministre Rafic Hariri.

Le site du ministère des Affaires Etrangères, a rapporté que Lieberman a dit, lors d'une conférence de presse, lundi, avec son homologue italien, Franco Fratini, « Israël a coopéré avec transparence et fidélité avec la communauté internationale, en ce qui concerne l'assassinat de Hariri ».

Lieberman a également qualifié d' « important les efforts de la communauté internationale visant à renforcer le gouvernement libanais et à faire face au chantage du Hezbollah ». (...)

De son côté, le président israélien, Shimon Peres, a estimé, mardi, que « le monde civilisé demande la découverte des assassins du père du Premier Ministre libanais, mais le Hezbollah prétend que cela aura un effet catastrophique sur le pays. Et nous, en Israël, nous poursuivons avec regret ce qui se passe là-bas, et nous espérons que le Liban le remporte sur la crise faite par le Hezbollah. »

Peres a en outre prétendu, lors d'une conférence de presse avec son homologue ukrainien, à Kiev, qu' « il n'y a pas de conflit entre Israël et le Liban ». Selon lui, l'entité sioniste a « appliqué la résolution internationale 1701 ».

APPEL A PROTEGER LES INSTALLATIONS GAZIERES DES MISSILES DU HEZBOLLAH

Entre-temps, le ministre de l'infrastructure, Uzi Landau, a appelé lors d'une conférence, sur « les découvertes de gaz en Israël », à la protection des installations gazières, installées au large de la méditerranée, des missiles du Hezbollah.

Il en est de même pour l'ex-chef du conseil de sécurité national israélien, le colonel Giora Eiland, qui a évoqué « la nécessité d'assurer la protection de ces installations », car selon lui, « le Hezbollah détiendra des missiles développés et précis, capable d'atteindre n'importe quelle cibles à Tel-Aviv, alors qu'en Israël, ils n'ont pas encore déterminé la partie qui sera chargée de fournir la protection de ces installations ».

26/11/2010

<http://alqods-palestine.blogspot.com/>

Ashkenazi évacuera la population dans la prochaine guerre.

« Israël sera contraint d'évacuer la population lors d'un prochain conflit avec le Hezbollah au Liban, ou avec le Hamas dans la bande de Gaza », a déclaré le chef d'état-major israélien Gabi Ashkenazi.

« Nous n'allons pas affronter l'ennemi dans l'avenir dans un champ de bataille classique. Le Hamas choisit de combattre dans des zones résidentielles au lieu des zones ouvertes. Nous allons alors recourir aux forces terrestres et aux bombardements permanents », a-t-il révélé devant « le congrès international sur les combats communs dans les zones construites », tout en reconnaissant l'incapacité de l'arme aérienne de trancher la guerre.

Il a par ailleurs souligné que l'armée de l'occupation « établit actuellement une banque de données sur les cibles du Hezbollah et du Hamas qu'il faut attaquer, pour qu'elle n'aille pas à la recherche d'un ennemi caché parmi les civils. Nous devons transformer notre ennemi d'un ennemi invisible à un ennemi visible ».

Le responsable militaire sioniste a insisté sur l'importance de procéder à des frappes préventives contre l'ennemi, à la base de renseignements bien définis au début des combats, reconnaissant le besoin de s'approvisionner en armes capables d'atteindre des cibles avec une haute précision.

De son côté, le coordinateur des affaires du gouvernement israélien dans les territoires palestiniens occupés le lieutenant Itan Dangot a estimé que le Hezbollah possédait « près de 40.000 roquettes, dont des roquettes de longue portée qui peuvent atteindre toute l'étendue d'Israël ».

Il a accusé l'Iran d'armer les organisations « terroristes », d'acheminer les armes via le Yémen, le Soudan, la Syrie et l'Égypte, et a appelé la communauté internationale à cesser le flux de l'argent iranien à la Syrie, au Liban et à la bande de Gaza.

Le ministre israélien pour les affaires stratégiques Moshé Yaalon a, lui, mis en garde contre la tentative syrienne d'acquiescer des armes qui brisent l'équilibre de la terreur dans la région. Et de l'accuser d'acheter des armes de l'Iran et de la Russie. Lors de la commémoration de la 20ème année du lancement des relations entre « Israël » et l'union soviétique à Tel Aviv, Yaalon a remercié la Russie pour son annulation de la vente de missiles à l'Iran, tout en qualifiant cette mesure d'« insuffisante ».

11/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

2b-3 Sur le terrain.

Israël reconnaît avoir assassiné Imad Moughnieh

26/10

L'un des anciens responsables de l'armée israélienne a affirmé que l'armée avait planifié et dirigé l'assassinat d'Imad Moughnieh ainsi que des attentats terroristes en Iran. L'ex-commandant des services de renseignements militaires israéliens, Amos Yadlin, a avoué, récemment, lors des cérémonies de la remise de son poste au général Afif Kukhfi, devant des journalistes des questions militaires, avoir planifié l'assassinat d'Imad Moughnieh, commandant du Hezbollah du Liban ainsi que des attentats et opérations terroristes en Iran. Il a affirmé que Moughnieh leur avait fait essuyer des échecs répétitifs mais qu'ils avaient finalement su le trouver à Damas, travail déjà difficile, selon ces propres termes. « Nous avons de multiples éléments en Iran à l'aide desquels, nous avons procédé à des opérations et attentats terroristes contre les scientifiques nucléaires et les responsables politiques. », a-t-il révélé.

<http://french.irib.ir>

Le Mossad a violé le réseau de télécommunication Alfa en 2006

Selon une source judiciaire libanaise, citée par le quotidien libanais as-Safir, les premiers résultats des enquêtes effectuées sur des agents du Mossad, employés à la compagnie de télécommunication Alfa, à savoir Tarek R et Charbel Q, indiquent sans équivoque que l'ennemi israélien avait accès à toutes les données enregistrées par Alfa depuis le premier jour de la guerre israélienne contre le Liban jusqu'au dernier, soit 33 jours !

Ainsi l'ennemi israélien disposait d'informations pour cibler certains bâtiments en particulier dans la banlieue sud de Beyrouth et dans le sud du Liban, ou encore sur des individus, en fonction de ce qui a été mis à leur disposition durant chaque heure, sachant que les Israéliens contrôlaient toute la base d'informations d'Alfa.

Et malgré cela, « Israël » a subi une défaite cuisante durant sa deuxième guerre contre le Liban face à une poignée de combattants pieux et courageux de la Résistance islamique!

« Ainsi complotaient-ils, mais Dieu déjoua tous leurs complots, car Dieu maîtrise tous les stratagèmes » (Sourat al-Anfal-30)

25/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=159470&language=fr>

3 Politique internationale

Usa (le parrain)

Rice

Susan Rice, critique sévèrement le comportement de Damas

Les États-Unis ont sévèrement critiqué hier le comportement de la Syrie à l'égard du Liban, l'accusant de continuer, aux côtés de l'Iran, à armer le Hezbollah et de « mépriser » la souveraineté libanaise.

À l'issue des discussions menées au sein du Conseil de sécurité sur le rapport du secrétaire général des Nations unies, Ban Ki-moon, sur le suivi de la résolution 1559, la déléguée des États-Unis à l'ONU, Susan Rice, a donné lecture hier devant la presse d'une déclaration du gouvernement américain portant sur les développements au Liban.

« Les États-Unis se félicitent du dernier rapport présenté par le secrétaire général de l'ONU sur la résolution 1559, et en particulier de la description sincère qu'il donne de la menace continue posée par la présence du Hezbollah et d'autres milices armées à la souveraineté et à la sécurité du Liban », a dit Mme Rice.

« Nous continuons à être profondément préoccupés par l'influence destructrice et déstabilisante du Hezbollah dans la région, tout comme par les tentatives d'autres acteurs étrangers, y compris la Syrie et l'Iran, de porter atteinte à l'indépendance du Liban et de mettre en danger sa stabilité », a-t-elle ajouté.

« Nous comprenons que certains acteurs à l'intérieur comme à l'extérieur du Liban, y compris la Syrie, le Hezbollah et l'Iran, puissent croire que provoquer une escalade des tensions sectaires les aiderait à asseoir leur propre autorité sur le Liban. Cependant, ces acteurs ne servent qu'à déstabiliser le Liban et la région », a-t-elle dit.

« La Syrie, en particulier, a manifesté son mépris pour la souveraineté, l'intégrité territoriale, l'unité et l'indépendance politique du Liban sous l'autorité unique et exclusive du gouvernement libanais, comme il

est stipulé dans la résolution 1559. Elle a, par exemple, émis 33 mandats d'arrêt touchant de hauts responsables libanais et des ressortissants étrangers, dans un acte portant directement atteinte à la souveraineté libanaise aussi bien qu'à l'engagement public de la Syrie à respecter la souveraineté et l'indépendance du Liban », précise la déclaration américaine.

« De plus, la Syrie continue de livrer des armes de plus en plus sophistiquées aux milices libanaises, y compris le Hezbollah, en dépit

des dispositions de la résolution 1680, qui imposent à la Syrie de prendre des mesures pour empêcher le flux d'armes en direction du territoire libanais », a poursuivi Mme Rice.

« Or le nouveau rapport du secrétaire général ne fait état d'aucun progrès dans le processus de démantèlement ou de désarmement des milices

depuis le dernier rapport en date. Le Hezbollah reste donc la milice libanaise la plus significativement et la plus lourdement armée. Cela n'aurait pas été possible sans l'aide de la Syrie et la livraison d'armes syriennes et iraniennes, ce qui constitue aussi une violation de la résolution 1747 du Conseil de sécurité de l'ONU », a-t-elle souligné.

« Alors que le Hezbollah paraît s'employer à exercer son contrôle sur certaines parties du territoire libanais, il échappe lui-même à celui des institutions démocratiques libanaises », a-t-elle relevé.

« Les États-Unis exhortent tous les amis et les voisins du Liban à jouer un rôle constructif en soutenant de bonne foi le gouvernement libanais.

Nous restons fermement engagés à l'égard d'un Liban souverain, stable, indépendant et doté d'institutions libanaises fortes. C'est l'unique moyen d'assurer les intérêts supérieurs du peuple libanais et de la région dans son ensemble », conclut la déclaration du gouvernement américain.

29 octobre

http://www.lorientlejour.com/numero/4332/article/676609/Washington_critique_severement_le_comportement_de_Damas.html

a) Pays Arabes & voisins

Russie

La Russie offre une aide militaire gratuite au Liban

Le Premier ministre libanais Rafic Hariri a annoncé que la Russie allait offrir au Liban six hélicoptères de type MI-24, 31 chars d'offensive T-72, 36 canons ainsi que plus d'un demi-million de munitions et 3.000 obus.

Dans un communiqué publié par le bureau de presse de Hariri à l'issue de sa visite en Turquie, Hariri a indiqué que cette offre russe sera gratuite à l'armée libanaise, sans fournir de détails sur la date et les moyens de leur livraison.

En février dernier, la présidence libanaise avait annoncé l'approbation russe de fournir ces hélicoptères à la place des avions de combat Mig-29. Et à la veille de sa visite en Russie, le Premier ministre libanais a indiqué que des pilotes s'entraînaient sur ces hélicoptères.

Par ailleurs, le Premier ministre russe Vladimir Poutine avait demandé de Hariri de soutenir les projets de sociétés russes dans les domaines de l'énergie et de l'industrie militaire, l'appelant à élargir la coopération économique entre les deux pays.

17/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

Syrie

24/10/2010

Notre riposte sera cuisante en cas d'agression israélienne contre le Liban

Le premier ministre syrien, Mohammad Naji Otri, a menacé, samedi, « Israël » de riposte cuisante, s'il agresse un jour le Liban ou la Syrie, c'est ce qu'a rapporté la presse Koweïtienne.

M.Otri a insisté sur la nécessité d'être toujours prêt à faire face à l'éventualité d'une guerre israélienne contre le Liban.

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=159375&language=fr>

Assad: "Saad Hariri est l'homme pour éviter tout affrontement au Liban".

La Syrie œuvre pour éviter tout "affrontement" au Liban à propos du tribunal de l'ONU chargé du dossier de l'assassinat de l'ancien Premier ministre libanais Rafic Hariri, a affirmé le président syrien Bachar al-Assad dans une interview publiée mardi.

"Tout affrontement, à tout moment, (...) détruirait le Liban", a affirmé M. Assad au quotidien panarabe Al-Hayat qui l'interrogeait pour savoir si Damas écartait la possibilité d'un renouvellement des violences au Liban.

"Actuellement, nous œuvrons pour empêcher que le Liban arrive à une telle situation", a-t-il ajouté.

« Dans un pays divisé comme le Liban, l'acte d'accusation du TSL sèmera le chaos et la destruction pour tous et pourrait tout détruire », mais « le Premier ministre Saad Hariri est tout à fait l'homme qu'il faut actuellement, le seul capable d'aller au-delà de la situation présente ».

(al-Hayat)

26/10/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=159637&language=fr>

Assad : « L'acte d'accusation peut conduire à la destruction du Liban »

« Il est actuellement question de l'acte d'accusation (que le Tribunal spécial pour le Liban doit publier) au Liban comme s'il concernait un crime normal, alors qu'il s'agit d'un crime national et, dans un pays divisé au plan confessionnel comme le Liban, il causera le chaos et la destruction pour tous, et pourrait détruire un pays. » C'est ce qu'a affirmé le président syrien Bachar el-Assad dans le cadre d'un entretien en deux volets au quotidien al-Hayat, dont la première partie paraît aujourd'hui.

« Le Premier ministre Saad Hariri est tout à fait l'homme qu'il faut actuellement pour cette période difficile. Il est le seul capable d'aller au-delà de la situation actuelle au Liban », a indiqué le président Assad, avant de démentir « tout problème ou tout affadissement

Hariri. « Le courant passe entre nous deux », a-t-il précisé, soulignant que « les portes de Damas lui sont ouvertes ».

Le chef de l'État syrien a indiqué que pendant ses audiences avec les forces politiques libanaises durant les dernières semaines à Damas, il n'avait pas été question de changement de gouvernement. Appelant au dialogue comme mode de résolution des conflits, Bachar el-Assad a indiqué que le TSL est une affaire purement libanaise et que la Syrie ne possède aucune information concernant la date de publication de l'acte d'accusation.

Le président Assad s'est également félicité de ses relations avec le général Michel Aoun et avec le chef du Rassemblement démocratique, Walid Joumblatt, « qui est redevenu le Walid que nous connaissons depuis toujours ».

...

Sur un autre plan, le président syrien a reçu hier l'ancien Premier ministre Omar Karamé et son fils Fayçal. L'entretien a porté, selon le bureau de presse de M. Karamé, sur « des questions relatives au Liban et aux efforts entrepris pour lui éviter tout danger ». Durant la rencontre, « le président Assad a insisté sur le fait que la Syrie déploie tous ses efforts pour entretenir le calme au Liban et faire régner la logique du dialogue ». Il a également été question « des efforts d'Israël et de ses alliés pour susciter la discorde entre sunnites et chiïtes, et la nécessité de faire tout ce qu'il faut pour déjouer ce complot ». Il a également insisté sur « la solidité de la relation entre Damas et Riyad, qui contribue au calme et au dialogue au Liban », estimant que « certains tentent d'impliquer la Syrie dans tout ce qui se produit au Liban, mais la Syrie est déterminée à montrer qu'elle ne s'ingère pas ni ne s'ingèrera dans les détails de la vie politique libanaise, et qu'elle est avec tout ce sur quoi les Libanais s'entendent ».

M. Karamé et son fils se sont par ailleurs entretenus avec le vice-président syrien Farouk el-Chareh.

26 octobre

<http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/676208/Assad+%3A+<<+L'acte+d'accusation+peut+conduire+a+la+destruction+du+Liban+>>.html>

d) Les institutions

ONU

Le 14ème rapport de Ban Ki-Moon occulte les violations israéliennes

De manière globale, le 14e rapport du secrétaire général des Nations unies sur la mise en œuvre de la résolution 1701 ressemble aux 13 documents qui l'ont précédé : il y est toujours question du long chemin qui reste à faire pour atteindre l'objectif final de la résolution, la transformation de la cessation des hostilités, à l'issue de la guerre de l'été 2006, en cessez-le-feu permanent mais jamais des violations israéliennes quotidiennes par air ou terre ou mer ou même à travers ses réseaux d'espionnage dont le rapport ne fait aucune mention!!

La situation au Liban-Sud reste donc « volatile », constate Ban Ki-moon, en dépit du maintien, dans l'ensemble, d'un climat de stabilité grâce à l'action conjuguée de l'armée libanaise et de la Finul.

Sauf que dans une partie de son rapport, M. Ban se penche plus que de coutume sur des aspects intérieurs de la situation au Liban, se disant « préoccupé par la montée sensible de la tension politique » dans ce pays et, surtout, par « les récents défis posés à l'autorité des institutions de l'État par des représentants du Hezbollah et quelques-uns de ses alliés ».

Pour M. Ban, cette tension et ces défis mettent en péril la stabilité intérieure du Liban, laquelle est « nécessaire pour permettre au gouvernement d'union nationale de mettre en œuvre les dispositions de sa déclaration ministérielle visant à renforcer l'autorité de l'État libanais conformément à la résolution 1701 et à d'autres résolutions du Conseil de sécurité ».

De même, le secrétaire général consacre d'amples développements à la prolifération des armes au Liban, question pourtant couverte par la résolution 1559 dont le suivi a fait l'objet d'un récent rapport cyclique.

« La présence au Liban de groupes armés opérant hors du contrôle de l'État pose un défi à la capacité de ce dernier d'exercer son entière souveraineté sur son territoire et constitue une violation de la résolution 1701 », souligne M. Ban.

Là aussi, le patron de l'ONU ne se contente pas de généralités, évoquant les affrontements meurtriers du 24 août, à Bourj Abi Haïdar, et relevant que le Hezbollah, « le groupe armé le plus significatif au Liban, continue de maintenir des capacités militaires échappant au contrôle de l'État ». Et d'ajouter : « Je reçois toujours des informations selon lesquelles cette formation a substantiellement renforcé et développé son arsenal militaire. »

M. Ban déplore aussi le maintien des armes palestiniennes hors des camps, exhortant les autorités libanaises à mettre en œuvre la résolution du dialogue national sur cette question.

Pour ce qui est plus spécifiquement du Liban-Sud, le secrétaire général reprend telles quelles les observations qu'il avait faites dans ses rapports précédents, notamment sur la poursuite de l'occupation par l'ennemi israélien de la partie nord du village de Ghajar, en violation de la 1701.

Au sujet de l'incident frontalier de Adaïssé, survenu le 3 août dernier, le rapport reprend les conclusions de l'enquête menée par la Finul sur le terrain dans la foulée des combats. Ces conclusions font assumer à l'armée libanaise la responsabilité du déclenchement de l'incident. Il s'agissait d'une « violation sérieuse » de la résolution 1701 et d'une « rupture flagrante de la cessation des hostilités », note le texte.

Mais le rapport affirme que, selon les conclusions de l'enquête, « les officiers israéliens ont été touchés en toute probabilité par des tirs ciblés en provenance de la zone située à l'arrière de l'endroit où était déployée l'armée libanaise sur la route de Adaïssé », ce qui signifie en clair que les soldats libanais qui se trouvaient sur cette route et qui avaient déclenché la bataille n'étaient pas eux-mêmes responsables des tirs mortels.

Par ailleurs, le rapport mentionne l'explosion survenue le 3 septembre dans une maison du village de Chehabiyé suspectée par "Israël" d'avoir abrité un dépôt d'armes du Hezbollah. Le secrétaire général de l'ONU affirme à ce sujet que les enquêteurs de la Finul n'ont pas pu déterminer la cause de l'explosion, leur accès au site n'ayant été rendu possible que plusieurs heures après l'incident.

Similairement, M. Ban rappelle les incidents survenus au début de l'été et mettant aux prises la Finul et des « habitants » du Liban-Sud et réaffirme que ces confrontations avaient un caractère « organisé ».

Enfin, tout en se félicitant de la nouvelle coopération officielle libano-syrienne, il déplore l'absence de progrès sur le dossier des fermes de Chebaa et en impute la responsabilité à la fois à « Israël » et à la Syrie.

03/11/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=160837&language=fr>

Sylviane Zehil : Netanyahu-Ban : des propositions pour le retrait de Ghajar, « mais pas d'offre ferme ».

Le retrait de la ville frontalière libanaise de Ghajar et l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité de l'ONU ont été au centre de la rencontre qui a eu lieu lundi soir au Palais de Verre entre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le secrétaire général de l'ONU, Ban Ki-moon. Le porte-parole adjoint du secrétaire général, Farhan Haq, a indiqué lors d'un point de presse que Ban Ki-moon et Benjamin Netanyahu ont abordé l'application de la résolution 1701 du Conseil de sécurité, qui a notamment pour objectif de mettre un terme au conflit entre l'État d'Israël et le Hezbollah au Liban. Ils ont discuté de propositions sur le problème du village de Ghajar.

Dans sa résolution, le Conseil de sécurité avait appelé Israël à « faciliter sans délais le retrait de son armée au nord de Ghajar », village libanais occupé par les forces israéliennes.

Prié de confirmer si ces propositions émanaient directement du Premier ministre israélien, Farhan Haq a indiqué que M. Netanyahu a « effectivement soumis quelques propositions, y compris les étapes à suivre qui mèneront à une solution possible au problème de Ghajar.

Toutefois, il n'y a pas eu une offre ferme sur cette question. Il n'y a donc pas de plan précis de retrait jusqu'à nouvel ordre »,

a-t-il assuré. Farhan Haq a aussi indiqué que lors de cette rencontre à New York avec le Premier ministre israélien, le secrétaire général de l'ONU a exprimé sa « préoccupation au sujet de la reprise des activités de colonisation et les récentes annonces de construction de colonies à Jérusalem-Est. »

Le secrétaire général a souligné « qu'il était vital de briser l'actuelle impasse diplomatique, de reprendre les négociations et de produire des résultats », a précisé le porte-parole. Lors d'une rencontre à Washington le 2 septembre dernier, le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu et le président de l'Autorité palestinienne, Mahmoud Abbas, avaient relancé les pourparlers de paix.

Il s'agissait des premières négociations directes entre les deux parties en vingt mois. Cependant, ces négociations sont à nouveau dans l'impasse.

Lors de la rencontre de lundi, le secrétaire général de l'ONU a aussi exprimé son espoir de voir le gouvernement d'Israël « faciliter le mouvement des populations et de biens en direction et depuis Gaza ».

Par Sylviane ZEHIL |

10/11/2010

<http://www.lorientlejour.com/category/Liban/article/678028/Netanyahu-Ban+%3A+des+propositions+pour+le+retrait+de+Ghajar%2C+<<+mais+pas+d'offre+ferme+>>+.html>

c) Europe

1 France

Paris met du sien pour sauver le TSL.

La France n'a de souci ces derniers temps que de réhabiliter l'image du Tribunal spécial pour le Liban, terriblement ternie au Liban, au fil des déboires, des fuites, et des décisions suspectes qui ont entaché l'enquête internationale.

Simulation de l'assassinat qui a coûté la vie à l'ancien Premier ministre Rafic Hariri, rencontre avec des dirigeants du Hezbollah, invitation du chef du parlement, tous les moyens sont bons pour sauver la face du TSL, dont la crédibilité et l'honnêteté sont en perte de vitesse.

En effet, une grande majorité de Libanais reprochent entre autre à son procureur général Daniel Bellemare de refuser de scruter la piste israélienne. De plus, elle voit d'un œil suspect son obstination injustifiée à vouloir refuser d'ouvrir le dossier des faux témoins qui ont fourvoyé l'enquête, ou à le livrer aux tribunaux libanais ou syriens.

Directement après la relaxation des quatre hauts officiers, dont l'arrestation a été considérée également comme l'une des bavures de l'enquête internationale, la crédibilité de Bellemare en personne s'était vue fragilisée par des fuites à la presse sur une éventuelle accusation du Hezbollah dans cet assassinat.

Signe également du trébuchement du TSL, il a dû à quatre reprises reporter l'émission de son acte d'accusation. Le dernier ajournement ayant été décidé en début de semaine, à la veille du feu vert français pour la reconstitution en France de l'assassinat de Hariri, après plusieurs ajournements.

Or, ce n'est pas tout. Paris tente la diplomatie : la semaine prochaine, elle va accueillir le chef du parlement libanais et chef du mouvement Amal (chiïte) Nabi Berri.

Selon le quotidien libanais *Al Akhbar*, elle compte agir en vue de l'écarter du Hezbollah. Comme elle avait tenté de séparer Damas de Téhéran, il y a quelques années, elle veut faire de même entre le mouvement Amal et le Hezbollah, considèrent certains observateurs.

Son correspondant dans la capitale française constate un langage particulièrement élogieux à l'encontre de Berri, présenté comme étant « *une force médiatrice* » qui joue un rôle crucial entre les différents antagonistes libanais.

La demande française de séparation avec le Hezbollah ne serait pas exprimée ouvertement. Des experts s'attendent à ce que les responsables français tentent de persuader le chef du législatif libanais de s'approcher plus du Premier ministre Saad Hariri et de se rallier au TSL.

La semaine dernière, la France avait tenté une percée en direction du Hezbollah. Selon *Al Akhbar*, citant des sources françaises, son ambassadeur Denis Pietton a rencontré le vice-secrétaire général cheikh Naïm Kassem pour lui rapporter « *l'attachement de son pays à la législation internationale et à la stabilité au Liban* ».

Selon des sources informées, le numéro deux du Hezbollah aurait répliqué « *qu'il ne s'agit pas de choisir entre la stabilité et le tribunal, mais entre la stabilité et la politisation* » du tribunal.

Evoquant la présence de dizaines de services de renseignements étrangers au Liban, et stigmatisant l'entêtement international, cheikh Kassem aurait mis en garde contre une explosion de la situation.

22 octobre

Al-Manar

http://www.info-palestine.net/article.php3?id_article=9576

6 Médias et Manipulation de l'opinion / Vidéos

6-1 Djamel Benmerad : Les règles du journalisme

Je propose ici la lecture des règles du journalisme, règles que tout le monde doit avoir à l'esprit lorsqu'il regarde le JT le soir ou quand il lit la presse le matin. Tout deviendra plus simple.

Règle numéro 1 : Au Proche-Orient, ce sont toujours les Palestiniens qui attaquent les premiers et c'est toujours Israël qui se défend. Cela s'appelle des représailles.

Règle numéro 2 : Les Palestiniens ou Libanais, n'ont pas le droit la légitime défense. Cela s'appelle du terrorisme.

Règle numéro 3 : Israël a le droit de tuer les civils arabes. Cela s'appelle de la légitime défense.

Règle numéro 4 : Quand Israël tue trop de civils, les puissances occidentales l'appellent à la retenue. Cela s'appelle la réaction de la communauté internationale.

Règle numéro 5 : Les Palestiniens et les Libanais n'ont pas le droit de capturer des militaires israéliens, même si leur nombre est très limité et ne dépasse pas trois soldats. Cela s'appelle une prise d'otage.

Règle numéro 6 : Les Israéliens ont le droit d'enlever autant de Palestiniens qu'ils le souhaitent (environ 10.000 prisonniers à ce jour dont près de 300 enfants). Il n'y a aucune limite et ils n'ont besoin d'apporter aucune preuve de la culpabilité des personnes enlevées. Il suffit juste de dire le mot magique "terroristes" .

Règle numéro 7 : Quand vous dites "Hezbollah", il faut toujours rajouter l'expression « soutenu par la Syrie et l'Iran ».

Règle numéro 8 : Quand vous dites "Israël", Il ne faut surtout pas rajouter après : « soutenu par les Etats-Unis, la France et l'Europe », car on pourrait croire qu'il s'agit d'un conflit déséquilibré..

Règle numéro 9 : Ne jamais parler de "Territoires occupés ", ni de résolutions de l'ONU, ni de violations du droit international, ni des conventions de Genève. Cela risque de perturber le téléspectateur et de faire baisser l'audimat.

Règle numéro 10 : Les Israéliens parlent mieux le français que les Arabes. C'est ce qui explique qu'on leur donne, ainsi qu'à leurs partisans, aussi souvent que possible la parole. Ainsi, ils peuvent nous expliquer les règles précédentes (de 1 à 9). Cela s'appelle la neutralité journalistique.

Règle numéro 11 : Si vous n'êtes pas d'accord avec ces règles ou si vous trouvez qu'elles favorisent une partie dans le conflit contre une autre, c'est que vous êtes un dangereux antisémite.

Bonne lecture

Djamal Benmerad
Journaliste, écrivain

6-2 Général Alain Pelligrini : les USA ont essayé de participer à la guerre de 2006.

Dans son livre intitulé « Un été en feu », l'ex-commandant en chef de la FINUL, le général Alain Pelligrini, révèle les coulisses de la guerre israélienne contre le Liban en 2006 !

Pis encore, il précise dans une interview accordée au quotidien libanais as-Safir comment les Israéliens espionnent les forces des Nations-Unies pour la Paix au Liban-sud !

Dans son livre, Pelligrini raconte comment les Etats-Unis ont essayé d'intervenir militairement dans cette deuxième guerre israélo-libanaise, notamment à travers les forces de l'OTAN, après l'échec israélien « à vaincre le Hezbollah » !

Ainsi, pendant que la guerre battait son plein, des pourparlers se déroulaient à New York pour étudier les possibilités d'intervention des forces de l'OTAN, précise Pelligrini: « Les pays occidentaux, sauf la France, s'étaient mis d'accord dans leurs consultations à New York, à accuser la FINUL d'inefficacité , et essayer par ce biais de justifier l'envoi d'autres forces, sans les casques bleus, comme l'OTAN ou l'Union européenne, ou une force multinationale, le Président (ancien) George Bush voulait le plus rapidement possible réunir cette force sans attendre un cessez-le-feu ».

A la question s'il était question de faire du sud de la région du Litani, une zone d'opérations militaire pour les troupes de l'OTAN, Pellegrini a répondu oui !

Et d'ajouter : «Si nous étions forcés de nous retirer pour des raisons logistiques ou à cause des blessés, nous ne reviendrions jamais au Liban-sud».

En fait, l'ingérence américaine dans cette guerre a commencé par des appels téléphoniques de la part de l'attaché militaire américain qui se trouvait à Beyrouth, au général Pellegrini le 27 Juillet: «Il m'avait proposé d'accueillir au sein de mon unité deux officiers américains, en plus de quatre officiers de liaison dans le cas d'une opération conjointe, les États-Unis avait envoyé au large des côtes du Liban leur 24ème unité d'intervention maritime, une unité capable d'intervenir dans la zone de mes opérations et prête à me fournir tous

les renforts nécessaires », affirme-t-il.

L'offre des Etats-Unis «pour aider la FINUL» à mener des opérations militaires pendant la guerre de Juillet, a coïncidé avec des réunions à Rome, où on étudiait la possibilité d'envoyer des forces internationales, sous les drapeaux des Nations Unies.

Alors pourquoi Pellegrini a refusé l'aide américaine à ce moment? lui demande le correspondant du quotidien as-Safir : « La crainte d'espionnage dans son unité » répond Pelligrini!

«C'est connu Israël ne bénéficie pas seulement des munitions américaines développées, mais aussi des informations recueillies par les satellites ! Et donc si des officiers américains avaient rejoint le personnel de la FINUL, non seulement ils transmettront des informations sur la situation sur le terrain à leur leadership, mais aussi à l'armée israélienne, ce qui mettra en danger le principe de la neutralité de la FINUL. Comme il est également possible pour ces officiers US de faciliter le transport des agents libanais qui travaillent pour Israël via des hélicoptères à bord des navires de l'unité d'intervention maritime», souligne l'ex-commandant en chef de la FINUL.

Par ailleurs, Pelligrini a dénoncé l'espionnage israélien sur la FINUL : « «Nous connaissons des positions du Hezbollah dans notre zone d'opérations. Notre direction dans le bâtiment en verre à New-York, est au courant de ses positions mais sans détails. Or le bâtiment en verre des Nations-Unies méritent son nom où tout est transparent, et où les agents israéliens peuvent obtenir des rapports de Naqoura Nous savons qu'ils nous espionnent, preuve à l'appui, chaque fois que j'envoie une demande de renouvellement semi-annuel de la FINUL, accompagné d'un document codé sur les détails de la direction des forces des Nations Unies, je reçois immédiatement après chaque rapport envoyé à New York, une lettre de l'Armée israélienne, contenant des suggestions pour modifier le rapport »!

Et de conclure : « les Israéliens ont accès aux informations collectées par la FINUL soit en nous espionnant ou à travers l'Organisation des Nations Unies à New York».

02/11/2010

<http://www.almanar.com.lb/NewsSite/NewsDetails.aspx?id=160610&language=fr>

6-3 Bush a voulu prolonger la guerre de 2006 pour finir avec le Hezbollah.

L'ancien président américain George Bush a reconnu dans ses mémoires « Instants décisifs » avoir essayé de prolonger la guerre israélienne de juillet 2006 contre le Liban pour permettre à « Israël de mettre fin au Hezbollah ».

« Israël avait le droit de se défendre contre le Hezbollah, et nous nous sommes efforcés avec le G8 pour ne pas permettre à ces extrémistes ni aux parties qui les soutiennent d'entraîner le Proche-Orient dans le chaos et dans un conflit de grande envergure », souligne-t-il dans son livre.

Selon lui, les Israéliens avaient l'occasion d'asséner un coup dur au Hezbollah et à ses parrains : l'Iran et la Syrie. « Mais malheureusement ils ont raté cette occasion. La campagne de bombardements israélienne a visé des cibles non militaires, dont des positions au Nord du pays, qui sont éloignées des bases du Hezbollah...La situation s'est empirée encore plus avec l'annonce du Premier ministre israélien de ne pas vouloir frapper la Syrie. Je pense que c'était une erreur de sa part, parce que le fait d'avoir épargné la Syrie a conforté Damas et l'a poussée à poursuivre son soutien au Hezbollah.

Huit jours après le déclenchement de la guerre, la majorité des grandes puissances ont demandé un cessez-le-feu, ce que j'ai refusé. Un cessez-le-feu ne nous permettra pas de trouver de solution radicale au conflit...J'ai tenté de donner plus de temps à Israël pour qu'il affaiblisse les forces du Hezbollah », ajoute l'ancien Président américain.

« J'ai voulu envoyer un message à la Syrie et à l'Iran de ne pas continuer à soutenir les organisations terroristes, mais malheureusement, Israël a compliqué encore plus les choses en bombardant un immeuble résidentiel dans la ville libanaise de Qana. J'ai commencé alors à avoir peur pour le gouvernement démocratique de Siniora ».

« J'ai voulu à court terme frapper fortement le Hezbollah, et à long terme isoler l'Iran et la Syrie pour amoindrir leur influence. Si la guerre avait duré encore plus, on aurait été isolé dans la région !

« J'ai opté donc pour le deuxième choix. La résolution 1701 fut adoptée le 14 août 2006. Bref, la guerre d'Israël contre le Hezbollah fut l'un des instants décisifs dans notre conflit idéologique »...

Concernant la résolution 1559, Bush a écrit que son pays voulait, tout comme la France lors du mandat de Jacques Chirac, finir avec l'influence syrienne au Liban. C'est ce qui a donné naissance à ladite résolution de l'ONU le 2 septembre 2004.

10/11/2010

<http://www.almanar.com.lb>

6-4 Le Hezbollah a découvert les méthodes israéliennes de jumelage des portables.

Le Liban est sur le point de porter plainte contre Israël pour espionnage et piratage du réseau de télécommunications libanais.

C'est ce qu'a déclaré le chef de la commission parlementaire des télécommunications le député du Hezbollah Hassan Fadlallah, lors d'une conférence de presse organisée par le ministre des télécommunications Charbel Nahhas pour révéler au grand public les moyens par lesquels Israël espionne, pirate et manipule ce réseau de téléphonie mobile et fixe.

Fadlallah a également révélé que les experts techniques du Hezbollah ont découvert que les Israéliens parvenaient à planter « des téléphones dans les portables », ce qui leur permet non seulement d'espionner leur propriétaire, mais de manipuler leurs données.

« les experts de la résistance s'étaient penchés sur le cas de trois résistants soupçonnés de contacter par téléphonie mobile Israël, à la base de mises en garde exprimées par le département des renseignements des Forces de sécurité intérieur (FSI) qui se sont étonnés du fait que chacun d'entre eux possédaient deux lignes téléphoniques », a précisé le député du Hezbollah .

Il a ajouté que le Hezbollah a alors mené une enquête minutieuse, en collaboration avec les services de renseignements militaires et le ministère des télécommunications, ce qui lui a permis de découvrir que leurs appareils portables avaient été jumelés d'une deuxième ligne téléphonique, via le collaborateur libanais pour la solde d'Israël, le colonel Adib Alam.

« Ce qui permet aux israéliens non seulement de les mettre sur écoute, mais aussi de savoir tout ce qu'ils faisaient et chez qui ils se rendaient, même s'ils se rendaient à leur chambre de coucher », a-t-il affirmé.

Pour sa part, le ministre Nahhas a affirmé qu'Israël et grâce à l'infrastructure de télécommunications qu'il déploie tout au long de la frontière avec le Liban, en plus de celle mise en place au Liban, sans oublier le rôle joué par ses collaborateurs , peut non seulement mettre tous les Libanais sur écoute, même dans la capitale et ses banlieues, mais il peut également consulter leurs messageries, leurs datas, et toutes les informations. Plus encore, il peut aussi manipuler les données, les éliminer ou en introduire de nouvelles.

Selon l'expert libanais en télécommunications, D. Imad Houballah, tous les appareils d'espionnage et de piratage sont disponibles dans le marché mondial : « même les systèmes de protection installés facilitent à l'entité sioniste d'interférer dans le réseau de télécommunication libanais, via le « Back Door », a-t-il affirmé. Révélant la présence des appareils de deux sociétés israéliennes expertes en la matière au Liban, dont la Checkpoint.

A cet égard, Fadlallah a rappelé les aveux du collaborateur libanais, Tarek Rabaa qui a reconnu avoir livré tout ce qui a trait à la société Alfa, dont entre autre les nouveaux systèmes qu'elle voulait installer, suite à la destruction de l'ancien durant la guerre.

Houballah a assuré que les violations israéliennes de ce réseau avaient atteint leur apogée durant la guerre 2006, lorsqu'ils tentèrent de s'immiscer dans ce réseau, via ses centrales et d'y introduire de nouveaux ordres. Des appareils avaient même été utilisés pour bombarder certaines maisons.

Mardi 23 novembre 2010

Publié le 25 novembre 2010

<http://www.palestine-solidarite.org/actualite.Al-Manar.231110.htm>

7 Les dossiers

7-1 Mireille Delamarre : Guerre du Liban 2006 : Tentative D'Intervention Militaire US/OTAN pour Secourir Israël Qui Espionne La FINUL avec des Complicités dans L'ONU.

Le Général français Alain Pellegrini livre d'importantes informations dans son livre «Un Été De Feu Au Liban» révélant ce qui s'est passé en coulisse et affirme que la FINUL est espionnée par Israël et qu'au sein de l'ONU Israël bénéficie probablement de complicités lui permettant d'avoir accès aux informations collectées par la FINUL

Le Général français Alain PELLEGRINI a été Commandant de la Force Intérimaire des Nations Unies au Liban (FINUL) de janvier 2004 à janvier 2007. Il avait auparavant été Attaché de Défense à l'ambassade française à Beyrouth au Liban. Il a écrit un livre «*Un Été De Feu Au Liban*» relatant son expérience en tant que commandant de la FINUL et surtout ce qui s'est passé dans les coulisses pendant la guerre d'agression menée par Israël contre le Liban et le peuple libanais.

Dans « *Un Été De Feu Au Liban* » le GI Pellegrini raconte en détails comment les Etats Unis ont cherché à intervenir militairement pour venir en aide à l'armée israélienne qui se trouvait en difficulté face à la Résistance libanaise du Hezbollah et des autres groupes libanais malgré un

pilonnage aérien intensif non stop du Liban et de ses infrastructures mais aussi terrestre et maritime.

Selon le GI Pellégrini les Américains ont donc essayé d'intervenir via l'OTAN. Alors que les combats faisaient rage des pourparlers étaient entamés à New York non pas pour mettre fin à cette guerre d'agression israélienne par le biais d'un cessez le feu -qui ne viendra que bien plus tard après qu'Israël ait tué et blessés plusieurs centaines de libanais majoritairement des civils - mais pour envisager l'intervention des forces de l'OTAN soumises au dictat américain. Les pays occidentaux - hormis la France de Chirac - s'étaient mis d'accord au cours de ces réunions à New York pour accuser la FINUL d'être inefficace et justifier ainsi la nécessité d'envoyer en plus d'autres forces armées, celles de l'OTAN ou de l'UE ou une force multinationale. G.W.Bush a poussé à la constitution et l'envoi d'une telle force faisant ainsi obstacle à tout cessez le feu.

L'objectif militaire c'était de transformer la zone Sud de la région du Litani en une zone d'opérations militaires pour les troupes de l'OTAN. Il était donc question de retirer les troupes de la FINUL stationnées là et de les remplacer par celles de l'OTAN comme l'a confirmé le GI Pellégrini : *«Si nous étions forcés de nous retirer pour des raisons logistiques ou à cause des blessés nous ne reviendrions jamais au Liban Sud».*

C'est clair qu'à terme l'objectif c'était de stationner des troupes de l'OTAN à la place de la FINUL au Sud Liban pour protéger Israël en créant une zone tampon. Israël revendique depuis des décennies cette partie Sud du Litani pour s'accaparer les eaux de la rivière du même nom. L'annexion du Sud du Litani est intégrée au projet du « Grand Israël » du régime sioniste.

Israël fait - non officiellement - partie de l'OTAN qui intègre régulièrement des forces armées israéliennes dans ses exercices et ou opérations hors de sa sphère européenne (opérations maritimes notamment).

On peut donc en déduire que ce projet conçu pendant la Guerre du Liban 2006 de déployer des forces de l'OTAN au Sud du Litani visait en fait à mettre cette région à terme sous tutelle israélienne via l'OTAN. Ce projet a été remis dans les cartons mais pourrait en ressortir si une nouvelle guerre Liban Israël éclatait.

L'intervention des US pour mettre en œuvre ce projet de déploiement des forces de l'OTAN au Sud Liban a commencé selon les informations que nous livre le GL Pellégrini le 27 Juillet par des appels téléphoniques de l'attaché militaire US à Beyrouth.

«Il m'avait proposé d'accueillir au sein de mon unité deux officiers américains, en plus de quatre officiers de liaison dans le cas d'une opération conjointe, les États-Unis avait envoyé au large des côtes du Liban leur 24ème unité d'intervention maritime, une unité capable d'intervenir dans la zone de mes opérations et prête à me fournir tous les renforts nécessaires » affirme le GI Pélégri.

C'est au moment même où des réunions se tenaient à Rome pour étudier la possibilité d'envoyer des forces internationales au Liban sous l'égide de l'ONU que les US ont fait cette offre à Pélégri qui a refusé par *« crainte d'espionnage dans son unité »* selon ce qu'il a déclaré dans une interview au quotidien libanais as-Safir.

Et d'ajouter : *«C'est connu Israël ne bénéficie pas seulement des munitions américaines développées mais aussi des informations recueillies par les satellites ! Et donc si des officiers américains avaient rejoint le personnel de la FINUL, non seulement ils auraient transmis des informations sur la situation sur le terrain à leur leadership, mais aussi à l'armée israélienne, ce qui aurait mis en danger le principe de la neutralité de la FINUL. Comme il était également possible pour ces officiers US de faciliter le transport des agents libanais qui travaillent pour Israël via des hélicoptères à bord des navires de l'unité d'intervention maritime ».*

Le GI Pélégri a également dénoncé dans cette interview l'espionnage israélien sur la FINUL.

«Nous connaissons des positions du Hezbollah dans notre zone d'opérations. Notre direction dans le bâtiment en verre à New-York, est au courant de ses positions mais sans détails. Or le bâtiment en verre des Nations-Unies méritent son nom où tout est transparent, et où les agents israéliens peuvent obtenir des rapports de Naqoura Nous savons qu'ils nous espionnent, preuve à l'appui, chaque fois que j'envoie une demande de renouvellement semi-annuel de la FINUL, accompagné d'un document codé sur les détails de la direction des forces des Nations Unies, je reçois immédiatement après chaque rapport envoyé à New York, une lettre de l'Armée israélienne, contenant des suggestions pour modifier le rapport »!

Selon le GI Pélégrini « *les Israéliens ont accès aux informations collectées par la FINUL soit en nous espionnant ou à travers l'Organisation des Nations Unies à New York*».

Il a réitéré ses accusations contre Israël à la chaîne de TV du Hezbollah al Manar : tous les rapports et informations envoyés par la FINUL à l'ONU atterrissent entre les mains des Israéliens bien qu'il n'en connaisse pas le mécanisme précis.

Mireille Delamarre

Dimanche 7 Novembre 2010

http://www.planetenonviolence.org/Guerre-Du-Liban-2006-Tentative-D-Intervention-Militaire-US-OTAN-Pour-Secourir-Israel-Qui-Espionne-La-FINUL-Avec-Des_a2310.html

Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

" Déclaration Universelle des Droits de l'Homme - Article 19